

Nouvelles locales du lundi 21 décembre 2015

@rib News, 21/12/2015 - Des éléments de l'API (Appui pour la Protection des Institutions) et de l'armée étaient intervenus pour procéder à l'interpellation d'un individu ce lundi. D'ordinaire, ils se mettent à arrêter systématiquement les passants de la 15e avenue de Cibitoke au nord de Bujumbura. En effet, des tirs et deux explosions de grenades ont été signalés. La circulation sur la route communément appelée "Rya Kanyoni" qui traverse le quartier de Cibitokau nord de Bujumbura est bloquée au niveau de la 15e avenue par des policiers venus en très grand nombre. Cette forte présence policière inquiète la population.

- Deux corps sans vie ont été découverts à MUTAKURA. Les deux cadavres ont été découverts ce matin au nord de la douzième avenue du quartier de Mutakura. Un témoin sur place indique que les deux victimes étaient ligotées. Selon lui, elles auraient été exécutées ailleurs avant d'être déposées à Mutakura. - L'attaque de ce lundi après-midi dans le quartier de Gikoto en zone urbaine de Musaga a été menée par un ancien habitant de la commune et proche des services du renseignement. Personne n'a été blessé ni tué. Mais les habitants ont été contraints de sortir de leurs maisons et certains ont été tabassés par des assaillants armés qui ont également lancé trois grenades. Des victimes de l'agression ont reconnu un des hommes qui serait à la tête du groupe ayant attaqué. Il s'agit d'un homme connu sous le sobriquet de "Musaga", un ancien des forces de l'ordre qui collabore avec les SNR et qui est à l'origine de plusieurs arrestations dans la zone urbaine de Musaga. L'individu a habité la zone-mâme. Mais il a fui au tout début des manifestations du printemps. Beaucoup d'habitants de Gikoto le soupçonnent de collaborer avec le service national de renseignement. Il aurait ainsi dénoncé plusieurs manifestants et opposants auprès de la Documentation. - Les habitants des quartiers de la ville de Bujumbura surtout dans les zones de Kinama et Kamenge témoignent d'une grande peur suite à la présence de jeunes armés membres de la milice du parti au pouvoir le CNDD/FDD. A Kinama, des imbonerakure et des mobilisés venus des provinces de Bubanza et Cibitoke logent dans des maisons des officiels du régime en place et font des navettes la nuit. « Ils arrivent mâme à se faire des agents de l'ordre en chassant des habitants venus des quartiers contestataires qu'ils accusent d'avoir semé le chaos dans leurs quartiers avant de se réfugier vers d'autres endroits de la ville » un témoin sous couvert d'anonymat dit. Il ajoute que depuis que les manifestations ont été lancées contre la candidature de Nkurunziza au troisième mandat, certains officiels ont tenté d'imposer aux habitants de Kinama, les miliciens comme responsables de leur sécurité, mais les habitants se sont opposés et ont même refusé de payer des cotisations pour payer les primes de ces miliciens. - Politique - Les Sénateurs et Députés dans leur très grande majorité s'expriment ce lundi à tour de rôle. Ils sont en accord avec l'envoi de troupes de maintien de la paix et de protection des populations civiles burundaises. À chacune de leur intervention, les parlementaires évoquent "une ingérence" des institutions occidentales et fustigent une couverture médiatique biaisée sur les difficultés rencontrées par le Burundi. - Le député élu dans la province de Bururi Ndayizamba André trouve que le débat d'aujourd'hui est anticonstitutionnel car il n'est pas prévu par la Constitution Burundi. Le président de l'Assemblée Pascal Nyabenda lui répond que la question qui les réunit est très délicate. Le deuxième vice-président de l'Assemblée Eduard Nduwimana lui estime que "la loi, même si elle ne prévoit pas un tel débat, elle ne l'exclut pas non plus". Pour le député Ndayizamba, la séance de ce lundi devrait être suspendue. Il n'a pas eu la chance de s'exprimer, on lui a dit qu'il pouvait partir s'il ne voulait pas de ce débat. Un député estime que la décision d'envoyer les troupes étrangères a été prise par une poignée de fonctionnaires de l'UA. Selon ce député devrait d'abord finir de régler les problèmes en Somalie, Centre Afrique, RDC et ailleurs au lieu d'envisager un envoi de troupes dans un pays comme le Burundi où la paix règne et où tous les droits sont reconnus". - Une députée élue en mairie de Bujumbura accuse l'UE et l'UA d'être partiales et de se mettre du côté des opposants et de ne pas s'exprimer quand l'opposition est pointée du doigt. Elle donne l'exemple du rapport de l'ONG "Refugee International" qui a relevé que des burundais se trouvant dans des camps de réfugiés au Rwanda sont recrutés pour rejoindre ensuite des groupes rebelles. Selon elle, "les Nations-Unies, l'UE et l'UA ne se sont pas exprimées comme il se doit". - Le président du Sénat Reverien Ndikuriyo estime que l'Union Africaine ne devrait pas songer à envoyer des troupes au Burundi. Selon lui, "les gens meurent partout". Edward Nduwimana, le second vice-président de l'Assemblée nationale affirme que des troupes de maintien de la paix peuvent contribuer à l'entretien d'une rébellion. "Ils arrivent, ils peuvent aller à Cibitoke par exemple et dire personne n'y entre ; et c'est comme ça que ça devrait se passer, ils contribueraient à entretenir une rébellion", croit-il savoir. Ce dernier conclut en s'opposant à l'envoi de troupes sur le sol burundais. - Une députée élue de Ngozi a adressé un conseil aux opposants du président Nkurunziza. Cette dernière a affirmé que ceux qui s'opposent au chef de l'État sont en train de combattre Dieu lui-même. Le Seigneur m'a dit que le président Nkurunziza est un homme élu selon la volonté divine et qu'il pourra résister à tous les opposants intérieurs et qu'il tiendra aussi tête à la communauté internationale. Cette force, il la tire de l'éternel et que s'il ne résiste pas, il serait puni comme Dieu l'a dit au prophète Jérémie", raconte Persille Mwidogo. - Il y a peu de prises de parole sur les centaines de victimes de la crise burundaise et notamment sur les tueries du 11 décembre dernier dans les quartiers populaires de la capitale Bujumbura. Un petit nombre d'élus a toutefois demandé "des enquêtes minutieuses" afin que les familles et proches éprouvés obtiennent des réponses à leurs nombreuses interrogations. - Par ailleurs, le deuxième vice-président du Sénat Anicet Niyongabo a exprimé le souhait d'une descente des élus dans les provinces pour expliquer aux citoyens qu'il n'y a pas de génocide en cours d'exécution ou de préparation. Un communiqué devrait clarifier ce débat public. - Divisions internes au CNDD-FDD : Le député Zenon Ndaruvukanye de Bujumbura rural qui a été chassé à un assassinat le mois dernier serait dans la ligne de mire du président de l'Assemblée Nationale Pascal Nyabenda. L'homme de Bujumbura Rural est pressenti dans les rangs du parti au pouvoir pour diriger cette formation politico-militaire au pouvoir depuis 2005. Des sources internes du parti disent que Ndaruvukanye est devenu un élément gênant car il est modéré puis voulu par les générations jeunes du parti au pouvoir opposées à la militarisation du parti CNDD/FDD. Il aurait alors été visé par les membres de son propre parti, craignant le départ de Nyabenda si les élections

ont lieu. Nyabenda voudrait garder le parti et l'Assemblée nationale, ce que les jeunes intellectuels du parti n'acceptent pas. Économie - La Banque de la République BRB aurait déjà donné au Gouvernement une avance dépassant 25 milliards de francs burundais durant les 8 derniers mois de la crise burundaise. La banque elle-même serait déficitaire et le sauvetage de la banque est souvent perturbé par les leaders politiques du parti présidentiel.